Comment s'adapter à 4°C de réchauffement

Après de nombreux retards, le gouvernement a lancé hier son troisième plan national d'adaptation au changement climatique (PNACC), mettant l'accent sur la mise en œuvre d'une cinquantaine de mesures au niveau local, d'ores et déjà jugées insuffisantes par certains experts du climat. Ce plan, attendu depuis fin 2023, compte 52 mesures destinées à protéger davantage les populations, mieux anticiper les risques, assurer la résilience des territoires et adapter les activités humaines face à des

conditions climatiques extrêmes. L'accent est particulièrement mis sur les territoires et secteurs les plus menacés comme les littoraux, les montagnes, les forêts et l'agriculture. Parmi les mesures, le renforcement des protections pour les travailleurs exposés aux canicules, différentes études pour mieux adapter transports et exploitations agricoles, des feuilles de route pour adapter chaque secteur économique, une évolution des règles de rénovation des logements ou encore une protection des

principaux sites culturels français (Tour Eiffel, Mont Saint-Michel...). L'ONG Oxfam juge ce plan « *inopérant, car dépourvu de gouvernance adaptée et de moyens budgétaires pour sa mise en œuvre* ». Il constitue « *une nouvelle occasion manquée de protéger la population* », dit Oxfam, regrettant notamment que les besoins des plus vulnérables (personnes âgées, enfants...) ne soient pas suffisamment pris en compte. « *L'inaction coûtera bien plus cher que l'adaptation* », souligne l'ONG. ■